

CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

**n°24948 du 24 mars 2009
dans l'affaire X / III**

En cause : **X**

Domicile élu : **X**

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur,
et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 novembre 2008 par **X**, qui déclare être de nationalité mauritanienne, qui demande l'annulation de « la décision datée du 10 décembre 2007 et notifiée le 17 octobre 2008 d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour » et de « l'ordre de quitter le territoire lui notifié le 17 octobre 2008 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2009 convoquant les parties à comparaître le 3 février 2009.

Entendu, en son rapport, Mme E. MAERTENS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me B. LANGHENDRIES loco Me B. FONTEYN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La requérante est arrivée en Belgique le 21 mars 2004.

Le 22 mars 2004, elle a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié. Le 7 mai 2004, l'Office des étrangers a pris à son égard une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire. Le 15 juin 2004, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a pris une décision confirmative de refus de séjour. Un recours à l'encontre de cette dernière décision a été rejeté par le Conseil d'Etat, le 10 juin 2005, en son arrêt n°145.812.

1.2. Le 21 février 2005, la requérante a introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié en France. A la suite d'une demande des autorités françaises, la Belgique a accepté la reprise de la requérante.

1.3. Le 21 juin 2005, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cette demande a été complétée par un courrier du 8 décembre 2006.

1.4. En date du 10 décembre 2007, la partie défenderesse a pris à son égard une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Précisons d'emblée que la requérante est arrivée en Belgique le 22/03/2004. Elle y a introduit une demande d'asile qui a été rejetée et notifiée le 21/06/2004. Elle a ensuite introduit en France une demande d'asile le 21/02/2005. Une demande par la France de reprise en charge de son dossier par la Belgique a été acceptée par l'Office des Etrangers en date du 15/04/2005. Elle séjourne apparemment de manière ininterrompue depuis cette date, sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur la base de l'article 9 alinéa 3. La requérante n'allègue pas qu'elle aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter la Mauritanie, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisation de séjour requises pour la réalisation de son projet. Il s'ensuit que la requérante s'est mise elle-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire, et est restée délibérément dans cette situation de sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque (*Conseil d'Etat – Arrêt du 09.06.2004 n°132.221*).

La requérante insiste sur le risque de traitements inhumains et dégradants (violation art 3 CEDH) et affirme ensuite avoir fui la Mauritanie en raison des persécutions dont elle a été victime en raison de son ethnie Peule. Notons que l'intéressée n'établit que sa situation personnelle serait pire que celle de la majorité des Mauritaniens qui seraient dans cette situation et qui regagnent leur pays (*Arrêt Vilvarajah c/Royaume-Uni du 30.10.1991 – série A n°215-A*). Quant au fait que le requérant [sic] appartienne à l'ethnie « Peul », notons qu'il n'y a pas de persécutions à l'appartenance à cette ethnie. En effet, selon un membre de l'OGDH (Organisation guinéenne de Défense des Droits de l'Homme), les persécutions sont liées aux opinions politiques, mais pas directement au groupe ethnique (+voir : *Notes et Avis – Peul*).

Ajoutons enfin que la requérante n'a pas à faire application de l'esprit de la loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers, étant donné que ladite loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume vise des situations différentes (*Conseil d'Etat – Arrêt n°100.223 du 24/10/2001*). En effet, on ne saurait confondre les critères de régularisation prévus par la loi du 22/12/1999, opération exceptionnelle et à ce jour unique, avec ceux de l'application quotidienne de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15/12/1980 (*Conseil d'Etat – Arrêt n°121565 du 10/07/2003*). De plus, c'est à la requérante qui entend déduire de situations qu'elle prétend comparables qu'il incombe d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne (*Conseil d'Etat – Arrêt n°97.866 du 13/07/2001*) car le fait que d'autres ressortissants du pays auraient bénéficié d'une régularisation de séjour n'entraîne pas ipso facto sa propre régularisation et ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire.

Cette décision a été accompagnée d'un ordre de quitter le territoire, lequel constitue le second acte attaqué, et est motivé comme suit :

« Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi : n'est en possession ni de son passeport ni de son visa (Loi du 15.12.1980 – Article 7, al. 1, 1°) ».

2. Questions préalables.

2.1. Au point « IV.IV. Mise en cause éventuelle de l'arrêté royal fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers », la partie requérante entend soulever, « en cas de difficulté relative à l'inscription en faux à l'encontre d'une pièce qu'elle a produite » ou « d'enrôlement de sa requête », l'illégalité des articles 10 et 23 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

En l'espèce, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante n'a aucun intérêt à une telle mise en cause, son recours ayant été enrôlé sans incident et aucune inscription de faux n'étant soulevée dans le cadre de la présente contestation.

2.2. Au point « IV.V. Non-conformité de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du contentieux des étrangers à la hiérarchie des normes », la partie requérante soulève qu'elle a le droit de solliciter la réformation de la décision querellée.

En l'espèce, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante s'est abstenue de formuler une telle demande dans le dispositif de sa requête introductive d'instance ou dans l'intitulé de son recours.

Pour le surplus, force est de constater, s'agissant de la mise en cause de la constitutionnalité de certaines dispositions de la loi 15 septembre 2006 par la partie requérante qui invoque, notamment, le caractère discriminatoire, au regard du droit communautaire, de l'absence de compétence de plein contentieux dans le cadre de la procédure d'annulation devant le Conseil de céans, que la Cour Constitutionnelle s'est déjà prononcée sur cette question, dans son arrêt 081/2008 du 27 mai 2008 (M.B. du 2 juillet 2008), et qu'elle n'a aucunement accrédité la thèse défendue par la partie requérante dans sa requête introductive d'instance.

2.3. Au point « IV.VI. Violation du droit à un procès équitable », quant à l'objection de la partie requérante selon laquelle elle ne peut se défendre équitablement devant le Conseil de céans dans la mesure où, contrairement à la partie adverse, elle n'a pas accès à ses arrêts, ce en violation des articles 20 et 21 du Règlement de procédure du Conseil, ni à la jurisprudence du Conseil d'Etat, il s'impose de constater que les dispositions du Règlement de procédure à ce sujet prévoient un mode de publicité dont l'accès est général et indiscriminé. Si en raison de circonstances objectives liées à l'entrée en fonction récente du Conseil (le 1er juin 2007), certains modes de consultation, notamment par la voie d'un réseau informatique, se révélaient temporairement moins performants, le Conseil rappelle que conformément à l'article 19 du Règlement de procédure, ses arrêts peuvent toujours être consultés au greffe.

En ce que la partie requérante soutient que la partie adverse a, contrairement à elle, accès aux arrêts du Conseil, il s'impose de souligner que cette situation n'est que la conséquence du fait d'être citée comme partie défenderesse dans un nombre plus important de causes.

Pour le surplus, il n'appartient pas au Conseil de se prononcer sur un grief adressé au Conseil d'Etat. Le Conseil relève également que la question préjudicielle que la partie défenderesse souhaite voir adressée à la Cour constitutionnelle, n'est, contrairement à ses indications, nullement produite au dispositif de sa requête.

2.4. Dans son dispositif, la partie requérante demande au Conseil « de mettre les (très éventuels) dépens à charge de la partie adverse ».

Force est de constater que dans l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure. Il s'en suit que la demande de la partie requérant quant à ce, est irrecevable.

3. Examen des moyens d'annulation.

3.1.1. La partie requérante prend un moyen, le second de la requête, de la violation « des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation des actes administratifs et de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Elle soutient que « l'acte attaqué considère qu'il n'y a pas de persécution liées à l'appartenance à l'ethnie Peul en référence à un document intitulé « Note et Avis – Peul » qui n'est pas joint à l'acte attaqué et dont la requérante n'a jamais eu connaissance », « alors que la jurisprudence du Conseil d'Etat admet la motivation d'un acte administratif par référence à d'autres pièces ou décisions sous réserve que le contenu du document auquel il est fait référence ait été connu du destinataire de l'acte administratif [...] ». « ... ».

3.1.2. En l'espèce, le Conseil relève que la décision attaquée, sur les craintes soulevées par la requérante quant aux conséquences que son origine Peul pourrait entraîner dans son pays d'origine, indique « [...] *Quant au fait que le requérant [sic] appartienne à l'ethnie « Peul », notons qu'il n'y a pas de persécutions à l'appartenance à cette ethnie. En effet, selon un membre de l'OGDH (Organisation guinéenne de Défense des Droits de l'Homme), les persécutions sont liées aux opinions politiques, mais pas directement au groupe ethnique (+voir : Notes et Avis – Peul).* ».

Il y a lieu à titre préliminaire, de rappeler que dans la présente demande, il est question d'une requérante de nationalité mauritanienne, et non d'un requérant de nationalité guinéenne. Il peut également être pertinent de s'interroger sur la pertinence de l'opinion émise par une Organisation guinéenne sur la situation existante en Mauritanie. En tout état de cause, le Conseil n'est pas en mesure de répondre à cette question dès lors qu'il constate, après un examen attentif du dossier administratif, que le ou les documents auxquels la décision attaquée fait référence sous les termes « (+voir : Notes et Avis – Peul) » ne figure aucunement dans le dossier administratif qui lui a été remis par la partie défenderesse.

Le Conseil constate que même si la motivation contenue dans l'acte attaqué n'est pas une motivation par référence par laquelle l'autorité renvoie à la motivation d'un avis ou d'une pièce qui doit alors être jointe à la décision prise, la partie défenderesse se doit néanmoins, soit d'identifier avec précision le document qui fonde sa motivation dans la décision, soit de déposer ledit document dans le dossier administratif, de façon à permettre à la partie requérante, et le cas échéant à la juridiction appelée à exercer son contrôle, d'en prendre aisément connaissance.

Dès lors que le ou les documents et avis fondant la décision attaquée, d'une part ne peuvent, dans le cas d'espèce, ni être précisément identifier, et d'autre part, ne figurent pas au dossier administratif de sorte qu'il est impossible d'en prendre connaissance, la partie défenderesse a manifestement manqué à son obligation de motivation.

3.1.3. Le moyen pris est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

4. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres moyens de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour introduite le 23 juin 2005 prise le 10 décembre 2007, ainsi que l'ordre de quitter territoire qui lui fait suite, sont annulés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt-quatre mars deux mil neuf par :

Mme E. MAERTENS, juge au contentieux des étrangers,

Mme J. MAHIELS, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

J. MAHIELS.

E. MAERTENS.